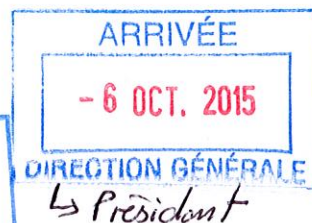


07 OCT. 2015

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS  
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section Utilité Publique

Affaire suivie par Amélie CARLE  
Tél. 03.21.21.21.45  
Fax. 03.21.21.23.13  
amelie.carle@pas-de-calais.gouv.fr



ARRAS, le

28 SEP. 2015

LC - DGS

copie PR -  
(Fait le 08.10.2015)

Monsieur le Président,

Lors de sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2014, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites a examiné votre projet de création d'un bassin d'orage aux abords du site classé du domaine de Vaudry-Fontaine sur le territoire de la commune de SAINT-LAURENT-BLANGY ainsi que le schéma de cohérence global du site, élaboré en lien avec les services de la commune intéressée.

Comme je vous l'avais indiqué dans mon courrier daté du 5 juin dernier et étant donnée l'implantation des opérations envisagées en site classé, il convenait, conformément aux dispositions de l'article L341-10 du code de l'environnement, que le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie soit saisi de votre demande en vue de la délivrance d'une autorisation spéciale.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint et en retour, l'autorisation délivrée par le ministère en date du 15 septembre 2015. J'attire votre attention sur le fait que celle-ci est assortie de prescriptions qui vous sont rappelées ci-dessous et auxquelles je vous serais obligée de bien vouloir vous conformer.

Ainsi, les travaux sollicités pour le projet de création d'un bassin d'orage souterrain en bordure du site sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions suivantes :

- l'engazonnement prévu sera conforté par un apport de terre conséquent, afin de ne pas marquer de différence de texture entre l'accès technique et le reste du parc ;
- la haie basse libre prévue sera intégrée à la clôture ;
- le stationnement des véhicules de service et des visiteurs ne devra pas empiéter sur le site classé. Des dispositifs seront implantés (bordures de trottoir, etc.) pour maintenir tout stationnement hors site classé.

Enfin, le schéma global concernant la restauration du site est quant à lui approuvé, par une seconde autorisation dont vous voudrez bien trouver également copie en pièce jointe, préalablement aux demandes d'autorisation de travaux correspondant à sa mise en œuvre et sous réserve du respect des prescriptions formulées par les services de la DREAL dans son rapport du 18 juin 2014.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée. *et de mon*

*avec intérêt.*

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'ARRAS  
La Citadelle  
Boulevard du Général de Gaulle  
BP 10345  
62026 ARRAS Cedex

Pour la Préfète,  
le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE

Copie pour information à

- Monsieur le Maire de SAINT-LAURENT-BLANGY ;
- Monsieur le DREAL Nord - Pas-de-Calais (SMRN) ;
- Madame l'ABF, Chef du STAP du Pas-de-Calais ;
- Monsieur le DDTM du Pas-de-Calais (SEAD).



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS  
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section Utilité Publique

Affaire suivie par Amélie CARLE  
Tél. 03.21.21.21.45  
Fax. 03.21.21.23.13  
amelie.carle@pas-de-calais.gouv.fr

ARRAS, le

28 SEP. 2015

Monsieur le Maire,

Lors de sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2014, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites a examiné votre projet de restructuration des abords du château du site classé du domaine de Vaudry-Fontaine sur le territoire de votre commune ainsi que le schéma de cohérence global du site, élaboré en lien avec les services de la Communauté Urbaine d'Arras.

Comme je l'avais indiqué dans mon courrier daté du 5 juin dernier et étant donnée l'implantation des opérations envisagées en site classé, il convenait, conformément aux dispositions de l'article L341-10 du code de l'environnement, que le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie soit saisi de votre demande en vue de la délivrance d'une autorisation spéciale.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint et en retour, l'autorisation délivrée par le ministère en date du 15 septembre 2015. J'attire votre attention sur le fait que celle-ci est assortie de prescriptions qui vous sont rappelées ci-dessous et auxquelles je vous serais obligée de bien vouloir vous conformer.

Ainsi, les aménagements projetés aux abords du château sont autorisés sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions suivantes :

- en raison de ses dimensions, le bâtiment d'accueil fera l'objet d'une demande d'autorisation spécifique ;
- le détail des aménagements prévus (jardins pédagogiques, escaliers) devra recevoir l'accord de l'architecte des bâtiments de France avant travaux. En particulier, ces jardins pédagogiques devront être réalisés uniquement côté sud de la pelouse de la perspective située à l'ouest du château, perspective qui devra impérativement rester dégagée.

Enfin, le schéma global concernant la restauration du site est quant à lui approuvé, préalablement aux demandes d'autorisation de travaux correspondant à sa mise en œuvre et sous réserve du respect des prescriptions formulées par les services de la DREAL dans son rapport du 18 juin 2014.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

*Amélie Carle*

Pour la Préfète,  
le Secrétaire Général,

Monsieur le Maire de SAINT-LAURENT-BLANGY  
rue Laurent Gers  
BP 50018  
62051 SAINT-LAURENT-BLANGY Cedex

Marc DEL GRANDE

Copie pour information à

- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'ARRAS ;
- Monsieur le DREAL Nord - Pas-de-Calais (SMRN) ;
- Madame l'ABF, Chef du STAP du Pas-de-Calais ;
- Monsieur le DDTM du Pas-de-Calais (SEAD).

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE  
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT, DU LOGEMENT ET DE LA NATURE  
DIRECTION DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES PAYSAGES  
SOUS-DIRECTION DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

TRAVAUX EN SITE CLASSÉ

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L 341-10 ;

Vu l'arrêté du 22 avril 1963 portant classement, parmi les sites du département du Pas-de-Calais, du domaine de Vaudry-Fontaine sur la commune de SAINT-LAURENT-BLANGY ;

Vu la demande d'autorisation spéciale de travaux déposée par la communauté urbaine d'Arras (CUA) pour la création d'un bassin d'orage souterrain (2200 m³) en limite Ouest du site, à l'emplacement d'une station de relevage préexistante, près du carrefour des rues du GI De Gaulle et Laurent Gers, sur la commune de SAINT-LAURENT-BLANGY ;

A cette occasion, des mesures d'accompagnement seront réalisées : engazonnement du pourtour du bassin, pose d'une grille barreaudée incluant 2 portails (piétons et véhicules), sur environ 60 m de long, et grillage végétalisé pour le reste de la clôture du domaine, le long de la rue Laurent Gers. En raison du positionnement et de la forme du bassin, un seul arbre sera abattu, le reste de la lisière boisée étant maintenu. L'accès et le cheminement des piétons seront restitués sur le trottoir longeant le domaine.

Vu les avis formulés par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du Pas-de-Calais en sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2014, par l'architecte des bâtiments de France et par le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Considérant que le bassin prévu, qui ne peut être implanté hors site classé pour des raisons notamment techniques, et qui a pour objet d'éviter le rejet d'effluents pollués et d'améliorer la qualité des eaux de la Scarpe, sera très peu visible (émergences en fonte au ras du sol, absence de clôture) ;

**Autorise**

les travaux demandés par la CUA, sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions suivantes :

- l'engazonnement prévu sera conforté par un apport de terre conséquent, afin de ne pas marquer de différence de texture entre l'accès technique et le reste du parc ;
- la haie basse libre prévue sera intégrée à la clôture ;
- le stationnement des véhicules de service et des visiteurs ne devra pas empiéter sur le site classé. Des dispositifs seront implantés (bordures de trottoir ...) pour maintenir tout stationnement hors site classé.

Cette décision s'applique sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur.

Le 15 SEP. 2015

Pour le Ministre et par délégation  
Par empêchement du directeur de l'habitat,  
de l'urbanisme et des paysages  
La sous-directrice de la qualité du cadre de vie

Pastèle SOLEILLE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT, DU LOGEMENT ET DE LA NATURE  
DIRECTION DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES PAYSAGES  
SOUS-DIRECTION DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

TRAVAUX EN SITE CLASSE

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L 341-10 ;

Vu l'arrêté du 22 avril 1963 portant classement, parmi les sites du département du Pas-de-Calais, du domaine de Vaudry-Fontaine sur la commune de SAINT-LAURENT-BLANGY ;

Vu la demande d'autorisation spéciale de travaux PA 062 753 15 00013 déposée par la commune de Saint-Laurent Blangy, pour la restructuration des abords du château (médiathèque), sur les parcelles AL 41 à 48 de la commune de SAINT-LAURENT-BLANGY ;

Ces travaux comprennent la création d'un cheminement et d'un jardin pédagogique entre la passerelle sur la Scarpe et le bâtiment d'accueil du centre nautique ; la requalification paysagère de l'aire de stationnement jouxtant le château / médiathèque (27 places) et des abords de ce château ; l'implantation de 3 terrasses en bois (total : 260 m<sup>2</sup>) pour l'accueil d'équipements liés à l'hébergement temporaire d'été des groupes de jeunes fréquentant la base nautique ; cet hébergement temporaire d'été (maximum : 2 mois) sous forme de tentes et marabouts, à l'exclusion de toute caravane ou mobile-home (effectif total maximum hébergé : 350 personnes, encadrement et personnel de service inclus) ; la création de 2 édicules en bois pour le rangement des poubelles.

Vu le schéma global de cohérence (restauration du domaine) présenté en CDNPS en sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2014, par la commune de Saint-Laurent-Blangy et la communauté d'agglomération d'Arras (CUA) ;

Vu les avis formulés par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) du Pas-de-Calais en sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2014, par l'architecte des bâtiments de France et par le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Considérant que les aménagements prévus par la commune aux abords du château, qui participent à la vie du site, seront cantonnés aux espaces proches de la Scarpe, et que leur accompagnement paysager, leur aspect, leur volumétrie et les matériaux naturels choisis permettront d'en assurer l'insertion ;

**Autorise**

la réalisation des aménagements projetés par la commune de Saint-Laurent-Blangy aux abords du château, sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions suivantes :

- en raison de ses dimensions, le bâtiment d'accueil fera l'objet d'une demande d'autorisation spécifique ;
  - le détail des aménagements prévus (jardins pédagogiques, escaliers) devra recevoir l'accord de l'architecte des bâtiments de France avant travaux.
- ... / ...

En particulier, ces jardins pédagogiques devront être réalisés uniquement côté sud de la pelouse de la perspective située à l'ouest du château, perspective qui devra impérativement rester dégagée ;

### Approuve

le schéma global de cohérence (restauration du domaine) daté avril 2015 faisant suite aux remarques émises en CDNPS, présenté par la commune de Saint-Laurent-Blangy et la communauté d'agglomération d'Arras (CUA), sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions suivantes :

- réalisation d'un cahier de gestion pluriannuel du patrimoine arboré, en association avec les services de l'État chargés des sites ;
- transfert du parcours de disc-golf hors site classé ;
- organisation d'un point d'étape bisannuel pour suivre l'avancée de la mise en œuvre concrète du schéma de cohérence (restauration du domaine) et des travaux, avec information périodique de la CDNPS ;
- précisions à apporter sur les conditions d'intégration du domaine dans la trame verte et bleue ;
- étude d'une signalétique appropriée, quand les nouveaux usages du site classé seront stabilisés.

*Cette décision s'applique sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur.*

Le **15 SEP. 2015**

Pour le Ministre et par délégation  
Par empêchement du directeur de l'habitat,  
de l'urbanisme et des paysages  
La sous-directrice de la qualité du cadre de vie

Pastèle SOLEILLE